

POUR LA DÉFENSE RÉVOLUTIONNAIRE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

LA VÉRITÉ

Organe Central des Comités Français de la IV^e Internationale

Depuis qu'il a été rendu public, le traité d'alliance conclu le 26 Mars entre l'Angleterre et les Soviets a fait, de part et d'autre, l'objet d'abondants commentaires de propagande : Londres, Washington et Moscou se répandent en louanges dithyrambiques sur cet instrument de paix et de victoire ; Berlin n'a pas cessé de dénoncer, avec indignation, un pacte qui livre l'Europe au bolchevisme.

La vérité, c'est que ni l'une ni l'autre de ces thèses ne correspondent au caractère réel du traité. Il suffit, pour s'en rendre compte, d'analyser l'ensemble des accords qui l'accompagnent : l'accord soviéto-américain, l'accord militaire sur la création d'un second front et l'agrément tacite sur la délimitation des zones d'influences.

Sur deux points, incontestablement, la diplomatie stalinienne a réussi à obtenir satisfaction après 5 mois de laborieuses pourparlers, ouverts par la visite d'Eden à Moscou, en décembre 1941, et clos fin mai 1942 par le voyage de Molotov à Londres. D'une part, le gouvernement britannique prend l'engagement de ne pas conclure de paix séparée, engagement particulièrement important si l'on se souvient qu'en février-mars dernier encore des sondages en vue d'une telle paix ont eu lieu à Stockholm. Engagement qui est prolongé par une alliance de longue durée (20 ans), qui équivaut à la renonciation de la part de l'Angleterre à toute participation, directe ou indirecte, à une coalition antivoïétiq. Il est évident toutefois que ces engagements n'ont pas plus de valeur que n'en ont d'ordinaire les engagements diplomatiques et qu'ils pourraient fort bien, dans 2 ans, 20 mois ou 21 semaines, n'être plus que des chiffons de papier.

Le deuxième succès de Molotov est d'ordre militaire : l'Angleterre et les Etats-Unis s'engagent à créer un second front, dès 1942. Il semble s'agir là d'un avantage plus concret. Mais l'accord n'était pas si tôt signé que *Le Times*, de Londres, et, de très nombreux commentateurs américains commencent à expliquer que la question du second front n'avait jamais été qu'un problème technique et avant tout un problème de tonnage, que les Alliés auraient créé ce second front depuis longtemps si les difficultés techniques avaient pu être surmontées et qu'il fallait s'écarter qu'elles le seraient sous peu, mais que pourtant les pertes navales continueraient à être inquiétantes. Le second front, ajoutait-on, ne serait pas nécessairement terrestre ; des opérations navales et aériennes pouvaient jouer le même rôle (ce qui est une contre-vérité, puisque l'U.R.S.S. a surtout besoin de voir immobilisés le plus grand nombre possible de divisions d'infanterie et de chars). Enfin, on ajoutait que le second front ne se situerait pas nécessairement en Europe, mais peut-être en Afrique du Nord. Et voilà que la débâcle anglaise dans ce secteur rejette le second front vers la vallée du Nil et le canal de Suez ; à vrai dire la victoire de Rommel met fin à tout espoir d'un second front anglais en Europe : la tâche passerait à nos troupes américaines ; en réalité, elle est repoussée pour de longues semaines, pour un si long temps peut-être que certains milieux anglo-américains peuvent espérer que ce second front ne servira plus de rien aux Soviets.

Du côté du passif pour les Soviets il faut enregistrer d'abord un échec. Molotov n'a pu obtenir des Etats-Unis qu'ils contractent un engagement de longue durée ; les Etats-Unis veulent bien donner une assistance militaire à la Russie ; ils ne veulent pas prendre d'engagements durables avec l'Union Soviétique, état ouvrier¹ de la Révolution d'Octobre.

Il faut ensuite énumérer une série de concessions politiques extrêmement importantes : l'adhésion officielle de l'U.R.S.S. à la Charte de l'Atlantique, la renonciation explicite à la propagande communiste à l'étranger et une série de concessions territoriales.

La Charte de l'Atlantique, élaborée en août 1941, définit les buts de guerre et le programme de paix de Londres et de Washington. Sous une phraséologie qui rappelle celle de Wilson, elle vise à préparer un nouveau traité de Versailles, c'est-à-dire à créer en Europe les conditions mêmes d'un nouveau conflit impérialiste. L'Union Soviétique, au temps de Lénine, menait la lutte la plus acharnée contre le Traité de Versailles, contre le wilsonisme et la S.D.N. L'Union Soviétique de Staline se prononce officiellement pour Versailles, pour Wilson et pour une nouvelle S.D.N. "made in U.S.A."

Le gouvernement soviétique, d'autre part, renonce à s'immiscer dans les affaires intérieures des autres pays : Staline renonce à la révolution mondiale. Dans les pays de l'Axe on crie aussitôt : manœuvre grossière. Et nos communistes français ne manquent pas de dire aussi qu'il s'agit d'une manœuvre... mais subtile. Sur ce terrain, seule l'expérience passée permet de juger : or, nous avons vu, de 1935 à 1939, en France, le Parti Communiste consacrer tous ses efforts au sabotage du mouvement révolutionnaire et au renforcement de la Défense Nationale ; nous nous rappelons qu'en 1935, dans une réunion de militants révolutionnaires, Tchémoudanov, secrétaire de l'Internationale Communiste des Jeunes, déclarait qu'il considérerait comme un traître celui qui, dans un pays allié à l'U.R.S.S., voudrait lutter pour la révolution, au travers de la défaite militaire de la bourgeoisie. Nul doute qu'on ne tienne aujourd'hui les mêmes raisonnements aux militants syndicalistes américains ; nul doute non plus que le Parti Communiste se fasse le plus ardent promoteur d'une politique de production à outrance, d'effort de guerre accru des ouvriers américains, les poussant à donner leur sueur et leur sang pour le plus grand profit de Wall-Street. Cela ne suffit pourtant pas à la bourgeoisie américaine : quelques jours après l'annonce publique du traité, le *Chicago Tribune*, dans un article, réclamait la dissolution de l'Internationale Communiste et la mise au pas du Parti Communiste : "Tous unis derrière Roosevelt", Staline, concluait ce journal, doit officiellement laisser la révolution aux trotskystes.

Que Staline s'oriente dans ce sens, son attitude dans la question des territoires annexés depuis 1939 le démontre très clairement. On ne possède, à vrai dire, aucun document officiel sur la délimitation ultérieure des frontières de l'Est et il est même fort probable qu'aucun des deux partenaires n'a tenu à fixer ce point de façon trop précise. Mais il est hors de doute que la question ait été abordée. Or, les renseignements publiés par la presse suédoise, manifestement puisés à des sources anglaises bien informées, permettent d'affirmer que l'U.R.S.S. s'engage à respecter l'intégrité territoriale de la Finlande et des Pays Baltes, sous réserve du droit pour elle d'installer dans ces pays des bases militaires ; qu'elle s'engage à restituer à la Pologne la plus grande partie des territoires annexés en 1939 ; il a même été précisé, au lendemain de la signature du traité, que les légations à Londres des gouvernements blancs des Pays Baltes restaient ouvertes. Or, le prolétariat international, s'il peut faire bien des réserves sur la façon dont ces conquêtes ont été faites et les méthodes qu'a employées la bureaucratie stalinienne dans ces pays, ne peut pas admettre que des territoires où la propriété privée a été liquidée soient à nouveau livrés aux exploiters capitalistes et à la réaction blanche. Staline, au contraire, compte sur celle-ci pour assurer la défense de l'U.R.S.S.

Nous n'exagérons pas. Car le traité anglo-soviétique trouve son couronnement dans une clause d'assistance mutuelle contre la révolution. Lorsque les gouvernements anglais et soviétique tombent d'accord pour une occupation prolongée de l'Allemagne après la fin des hostilités, cela signifie-t-il autre chose que l'envoi de troupes en Allemagne pour y rétablir l'ordre ? Car il est bien entendu que jamais on ne traitera avec le gouvernement nazi. Le peuple allemand aura balayé la clique hitlérienne ; il aura commencé sa révolution et Staline, au lieu de tendre la main à cette révolution contre l'impérialisme britannique, promet d'envoyer en Allemagne Orientale quelques uns des régiments de la Guépéou, qui ont si bien réussi à restaurer la république en Espagne et l'ont mis à même d'ouvrir les portes à Franco.

Nous savons que la plupart des militants du Parti Communiste trouveront ces accusations monstrueuses et qu'ils ne voudront voir dans tous ces engagements qu'une nouvelle manœuvre. Quant à nous, nous savons une chose : avec de telles manœuvres on a liquidé la révolution en Espagne et en France, où elle pouvait et devait vaincre ; avec de telles manœuvres on a rendu la guerre possible ; avec de telles manœuvres on a pu mis à la réaction de gagner de nouvelles victoires ; avec de telles manœuvres on nous a amenés où nous sommes.

Enfin, l'U.R.S.S. ne peut se soustraire à la nécessité de contracter des compromis avec l'impérialisme ; mais tout compromis dont on n'a pas la possibilité, pour quelque raison que ce soit, d'expliquer les motifs et les buts à la classe ouvrière internationale, tout compromis qui lie en quoi que ce soit les possibilités d'action de la classe ouvrière ne mérite plus le nom de compromis, mais seulement celui de trahison. N'est-il pas, à cet égard, significatif que, lors de son séjour à Londres, Molotov ne se soit pas adressé à la classe ouvrière anglaise, pas montré à elle ; et cependant, Molotov a visité une usine d'armement ; mais il est passé incognito, comme n'importe quel général Sikorski. Lorsque par amour pour M. Eden, on oublie ainsi qu'on est le représentant d'un Etat ouvrier, c'est qu'on est en train de trahir les intérêts du prolétariat.

La révolution prolétarienne pourtant est en marche ; en dépit de tous les obstacles que Staline pourra accumuler sur sa route, elle finira par triompher. Le combat de classe des travailleurs de tous les pays, démocratiques ou fascistes, mieux que tous les traités, assurera une défense véritable de l'Union Soviétique. Une victoire de la révolution en Europe garantirait définitivement l'U.R.S.S. contre toutes les agressions. Et puisque Staline entend, une fois de plus, pactiser avec l'ennemi, avec l'impérialisme, il doit s'attendre à ce que la révolution le balaye, comme elle balayera ses amis les gardes blancs et les Churchill, en même temps que les Hitler, les Laval et les Mussolini.

On supprime les exceptionnels !

Au moment où la rarefaction des vivres et la hausse des prix accentuent la misère générale, il a fallu prendre une mesure démagogique, mensongère : les restaurants "catégorie exceptionnelle" sont supprimés. Quelle sinistre farce ! Qui donc peut ignorer que les catégories A et B, même C, peuvent encore servir des dîners plantureux, sans tickets, à ceux qui ont les moyens de payer 100 ou 150 fr., et même davantage, pour un repas ? Qui donc peut ignorer que c'est le pillage de la France par les autorités nazies qui affame le peuple ? Qui donc ignore que le marché noir des pauvres est pourchassé, tandis que les riches peuvent se gouverner comme au bon vieux temps ?

Personne ne l'ignore et tout le monde affirme : « Il faut que ça change, il faut que les consommateurs pauvres et les petits paysans contrôlent eux-mêmes le ravitaillement. »

Quand les bourreaux se déchainent

L'affiche que l'on peut voir actuellement sur tous les murs fut apposée, une première fois, pendant quelques heures, dans les stations du métro ; elle avait été retirée après intervention du chef de la propagande nazie en France.

Elle promet la peine de mort pour les ascendants, descendants et même cousins, âgés d'au moins dix-huit ans, de tous les "terroristes ou fauteurs de troubles", l'envoi des enfants de moins de dix-huit ans dans les maisons de correction et des femmes aux travaux forcés.

La barbarie de ces mesures est telle que certains nazis se sont rendu compte de l'effet qu'elles pourraient produire et qu'ils ont essayé, en vain, de les faire rapporter. La publication de cet avis a plongé dans la consternation même les plus chauds admirateurs français de l'Allemagne hitlérienne.

Voilà, en effet, comment les nazis comprennent la collaboration : se venger sur des innocents, rendre la famille, les enfants en bas âge même, responsable de ce que fait un de ses membres, régner par la terreur la plus sanglante. Voilà ce qu'est l'"Europe nouvelle", qui prend de plus en plus l'allure d'un vaste camp de concentration, à travers lequel coulent des flots de sang. Voilà le régime qu'un Laval nous invite à rallier et à servir.

Que l'on ne nous parle plus de la violence révolutionnaire. La révolution est d'autant plus sanglante que la contre-révolution l'a elle-même été. En Juin 1936, le prolétariat eut triomphé avec un minimum de sang versé ; la révolution qui balayera le fascisme européen ne pourra oublier les crimes d'aujourd'hui.

Un beau geste de solidarité

Dans une administration, trois employés juifs, démasqués grâce à l'étoile, sont renvoyés. Immédiatement les employés aryens organisent une collecte de solidarité en leur faveur.

Quel soufflet pour les crapules nazies qui accentuent chaque jour la barbarie antisémite !

Ce que la guerre impérialiste apporte aux masses japonaises

Au 1^{er} Décembre 1941, les impôts indirects ont doublé (ils auraient augmenté de 350% depuis 4 ans). Les impôts indirects auraient augmenté de 600% depuis 4 ans et subiront la même augmentation. Le tabac est frappé d'une taxe de 27% ; les chaussures, les articles de bureaux, le papier, les machines à coudre, les machines à écrire de 50%. Les Japonais reçoivent 4 allumettes par jour et par personne, 1 litre de lait par jour pour 135 habitants, ils ne mangent ni beurre, ni blé, ils n'ont ni coton, ni laine, ni pétrole et manquent de charbon. On lance la mode de marcher les pieds nus. Il n'y a pas d'eau, faute de pression, et on signale des voleurs d'eau, d'électricité, de clefs, de loquets, etc.